

*Pouvoir d'emprunt*

Quant à l'aspect économique du projet de loi, j'ai l'impression d'être dans un dilemme. En toute franchise, je souhaiterais ardemment pouvoir dire que, à cause de la conjoncture, nous empruntons de l'argent pour aider les pauvres et les chômeurs canadiens. Malheureusement, il n'en est rien, car nous empruntons tout cet argent pour essayer d'éponger les dettes du gouvernement et financer les programmes de dépenses courantes. Dommage, car cet argent ne nous donnera pas un cent de plus pour trouver du travail aux chômeurs. Tout cela parce que nos déficits ont été si élevés dans le passé que nous avons les mains liées, alors que nous essayons de trouver des solutions aux problèmes des Canadiens, problèmes que le gouvernement s'est engagé à régler et dont le moindre n'est pas de créer des emplois.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la façon habituelle de régler ces problèmes a été de dépenser de l'argent. Malheureusement, nous avons beau dépenser—le déficit est de 37 milliards de dollars—il y a encore un million et demi de Canadiens sans travail. C'est une véritable tragédie. Je sais que les députés de l'opposition partagent mon avis. Sans aucun doute, l'aspect le plus cruel de ce tragique déficit de quelque 37 milliards de dollars, c'est qu'il est à peu près égal aux fonds que l'État consacre chaque année aux programmes sociaux. Nous consacrons environ 40 milliards par an aux programmes sociaux, ce qui correspond pratiquement à notre déficit. Par conséquent, nous empruntons l'argent nécessaire pour financer les programmes sociaux dont nous avons parlé toute la semaine. Sans ce pouvoir d'emprunt, nous ne pourrions pas payer les programmes sociaux. Nous en sommes arrivés à un point où c'est le déficit qui mène la danse. Il va falloir freiner le déficit si nous voulons pouvoir régler le problème, monsieur le Président, parce que le déficit est devenu une barrière psychologique qui nous empêche de résoudre les problèmes économiques et celui du chômage.

J'ai dit à plusieurs reprises à la Chambre qu'il existe en fait trois façons de réduire ce déficit. Il faut d'abord sabrer dans toutes les dépenses inutiles que les gouvernements précédents ont effectuées pendant des années. Les rapports du vérificateur général nous signalent chaque année où il y a du gaspillage. Il en a été de même cette année. Nous avons reçu un autre rapport dénonçant toute une série de secteurs gouvernementaux où on fait du gaspillage. En fait, le vérificateur général prétend que l'on a gaspillé des centaines de millions de dollars cette année.

Il y a notamment moyen d'enrayer le déficit et de le juguler rapidement au niveau de la gestion financière. Pendant des années, le gouvernement a tellement mal géré ses finances que, comme le dit le vérificateur général, nous perdons à peu près 350 millions par an rien qu'en intérêts parce que nous ne déposons pas l'argent à la banque assez vite. On peut certainement résoudre ce problème très rapidement. Le vérificateur général nous a dit par ailleurs que le gouvernement du Canada a toute une série d'immeubles qui ne servent plus. Rien que cette année, nous allons payer près de 25 millions en subventions

tenant lieu d'impôts. Le vérificateur général a donné un ou deux moyens de maîtriser le déficit.

Tant que nous ne serons pas maîtres du déficit, nous allons devoir emprunter de l'argent, et c'est le sujet de ce projet de loi. C'est pourquoi je suis heureux d'apprendre cet après-midi que l'opposition va enfin collaborer avec le gouvernement pour adopter ce projet de loi, qui permettra au gouvernement d'emprunter assez d'argent pour payer tous les programmes sociaux qui préoccupent beaucoup les députés de l'opposition, d'après ce qu'ils ont dit toute la semaine.

**M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, je suis très heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat. Je dois dire qu'il m'a fallu un certain temps pour convaincre le gouvernement de tenir ce débat avant que la Chambre ne ferme pour Noël. Dommage que la Chambre n'ait pas été ouverte assez longtemps pour nous fournir les documents qu'elle promet pour le nouvel an! Si nous avions ces informations maintenant au lieu de les avoir après Noël, elles auraient jeté plus de lumière sur ce débat. La déclaration que le ministre a faite tout à l'heure ne nous a pas fort éclairés. En fait, la confusion qui règne dans ce secteur ne s'est pas dissipée. A un certain moment, le ministre a déclaré qu'un de ses trois principaux principes serait qu'il n'y aurait pas d'impôt spécial sur les programmes sociaux. Plus tard, il a déclaré qu'il n'était pas d'accord avec notre chef en ce qui concerne la taxation des programmes sociaux. Par conséquent, il est difficile de dire ce qu'il en est. Il serait bon que le gouvernement nous donne des renseignements qui nous permettent de comprendre quelle orientation il envisage sérieusement de prendre. Il est à espérer que se dissipera ainsi une grande partie de l'inquiétude qui règne dans tout le pays et que nous pourrions tenir un débat réel sur la politique sociale au lieu de nous égarer dans le brouillard où nous plongent ceux qui occupent les premières banquettes du côté ministériel.

L'une des difficultés fondamentales que nous approuvons tient au fait que le parti ministériel a dit une chose au cours de la campagne électorale et qu'il dit le contraire maintenant qu'il est au pouvoir. Cette contradiction ne se limite pas au domaine de la politique sociale. Le domaine le plus évident où le gouvernement se contredit est celui de l'emploi. Il est évident qu'une augmentation de l'emploi, si elle avait lieu en ce moment, entraînerait un accroissement des recettes publiques. Nous n'aurions pas besoin d'emprunter autant. Le ministre des Finances (M. Wilson) n'aurait pas de raison de se plaindre qu'il n'a pas les moyens de financer les programmes sociaux. Au cours de la campagne, ces députés ont promis de travailler d'abord et avant tout à créer des emplois, mais une fois portés au pouvoir, ils se sont empressés de modifier leurs priorités. Ils ont concentré leur attention sur le déficit et les compressions budgétaires, en dépit du fait que les prévisionnistes qui ont analysé l'exposé économique affirment que les mesures annoncées vont aggraver le chômage. De toute évidence, il en résultera une perte de revenus pour le gouvernement et le risque d'un déficit encore plus grand.